

Benoit Falaize

ENSEIGNER L'HISTOIRE À L'ÉCOLE

Donner gout et interroger le passé
pour former le citoyen de demain

RETZ

editions-retz.com

En hommage à Magda Hollander-Lafon,
née à Zàhony le 15 juin 1927 en Hongrie,
déportée à Auschwitz-Birkenau,
et décédée le 26 novembre 2023 à Rennes,
après avoir passé plus de 40 ans à témoigner,
inlassablement, dans des centaines de classes en France.
Köszönök mindent, Magda.



 **Conçu & fabriqué
en France**

Direction éditoriale : Céline Lorcher
Édition : Claire Cabaret
Correction : Florence Richard, Bérengère de Rivoire
Mise en page : Leleux PAO

Dépôt légal : février 2024

© RETZ, 2024 pour la présente édition.
2015 pour la première édition
ISBN : 978-2-7256-4355-7



Sommaire

Introduction	5
CHAPITRE 1 Que d'histoire !	7
– L'histoire à l'école : nostalgie, quand tu nous tiens	7
– « On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! »	9
– Sauver l'histoire	10
– Des débats souvent plus politiques qu'historiques	12
– L'histoire, une passion française	15
CHAPITRE 2 Pourquoi interroger le passé et l'histoire, aujourd'hui, dans l'école française ?	19
– Pour former le citoyen ?	20
– Pour « faire aimer » la France ?	22
– Pour donner sens au monde qui nous entoure	25
CHAPITRE 3 Faire sentir les urgences du passé	29
– Enseigner les sujets sensibles de l'histoire, ça veut dire quoi ?	29
– Enseigner les faits religieux	34
– Enseigner les valeurs de la République, de la démocratie et les valeurs humanistes	39
CHAPITRE 4 Les pratiques actuelles et les difficultés rencontrées par les enseignants	47
– Des pratiques inquiètes	48
– Les difficultés rencontrées dans les classes	52
– Et l'histoire des arts ?	54
– Et les élèves, comment travaillent-ils ?	56
CHAPITRE 5 Pour un enseignement vivant de l'histoire : gout, curiosité et sens des événements	59
– Quelle méthode utiliser alors ?	59
– Raconter des histoires aux enfants ? Vous n'y pensez pas !	64
– Pour un récit historique à l'école primaire : préalables...	68

– ... conditions ...	70
– ... et fonctions	73
– Quelle trace écrite ?	75
Conclusion	77
Bibliographie indicative	79

INTRODUCTION

Une idée circule massivement dans les écoles, parmi les titulaires et néotitulaires, ainsi que dans les INSPE, parmi les étudiants en Master d'enseignement. C'est celle qui veut que l'histoire fasse partie de ces disciplines difficiles à enseigner. D'abord parce que l'on considère qu'il faut avoir soi-même une culture suffisante pour le faire, ensuite parce que, face à l'immensité du champ de la connaissance historique, que retenir pour des enfants qui, au fond, n'ont pas plus de onze ans ? Et qui, il n'y a pas si longtemps, croyaient encore au Père Noël et à la petite souris qui vient la nuit après la perte d'une dent. Cette difficulté à enseigner l'histoire à l'école élémentaire ne s'appuie aucunement sur une faible légitimité de la discipline. Au contraire. Alors que la majorité des maîtres redoutent cet enseignement, ou disent parfois ne pas se sentir très à l'aise, tous reconnaissent son absolue nécessité parmi les enseignements obligatoires, y compris même à l'école élémentaire. La discipline et sa dimension civique sont considérées comme importantes. Et c'est aussi sans doute cette importance qui inquiète encore un peu plus les plus réticents, ou ceux qui se considèrent comme incapables en histoire. L'énormité des programmes, la nécessité de savoir quand même un peu deux ou trois choses avant d'aller faire une leçon pour des élèves souvent très curieux et très ouverts à cette discipline renforcent l'inquiétude et une forme de désarroi. Comment faire ? Comme s'y prendre ? Comment délimiter son sujet ? Comment choisir ses documents ? Et aussi, quels axes retenir ?

QUE D'HISTOIRE !

L'histoire est une discipline scolaire qui, à l'école française, a toujours eu une place à part. Avant même la III^e République, sous Napoléon III, puis au moment où Jules Ferry instaure l'école obligatoire, on lui confie volontiers l'une des missions les plus importantes aux yeux de la Nation, à savoir former les citoyens. Les historiens du XIX^e siècle n'ont cessé de raconter et d'écrire l'histoire de France pour donner sens à l'évènement majeur et fondateur de notre modernité : la Révolution française. Et c'est sans doute pour pouvoir expliquer cet évènement révolutionnaire que l'histoire a acquis ce rôle si singulier dans le patrimoine scolaire et culturel des Français. En conséquence, présente dans l'école élémentaire dès le Second Empire, l'histoire enseignée occupe une place qui se reflète dans la société tout entière.

L'HISTOIRE À L'ÉCOLE : NOSTALGIE, QUAND TU NOUS TIENS

Depuis Jules Ferry jusqu'à aujourd'hui, chaque changement de programmes officiels rencontre des débats. Ceux-ci peuvent être parfois très violents. Avant la Grande Guerre par exemple, les débats font rage au Parlement sur l'écriture des manuels scolaires et leur laïcisation. On connaît l'anecdote du livre de G. Bruno, *le Tour de la France par deux enfants* destiné aux élèves de la fin du XIX^e siècle où, dans les premières éditions (avant la Troisième République), Jeanne d'Arc « avait entendu des voix », et dans les versions « républicaines » qui entourent la loi de 1905 de séparation des églises et de l'État, « Jeanne a cru entendre des voix »... Une des spécificités de la place de l'histoire à l'école, c'est qu'elle est toujours le lieu de toutes les nostalgies. On le sait pour les matières fondamentales : « Avant, au moins, on savait apprendre à lire, à

écrire et à compter ! » Eh bien dans l'ordre de la nostalgie, l'histoire enseignée à l'école élémentaire n'est pas en reste. « Avant, les écoliers savaient leurs dates et la chronologie. » « Avant, au moins, on savait les grands personnages de l'histoire. » Autant d'affirmations qui, du reste, ne sont pas toujours vérifiées par la recherche sur l'histoire de la discipline.

Lors de la dernière modification des programmes proposés à la consultation nationale en 2015, les mêmes débats émergent. De plus, à chaque rentrée scolaire depuis le début des années 1980, on peut voir la Une des quotidiens et des magazines ou des revues poser toujours la même question autour d'une même inquiétude : « on n'apprend plus l'histoire à nos enfants », ou « on brade l'histoire nationale » ou encore « attention à la perte de nos repères ». Devant le vif débat du printemps 2015 accusant le Conseil supérieur des programmes des pires maux pour les programmes d'histoire des cycles 3 et 4, la ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem a dû faire publier un communiqué de presse, le 24 avril 2015 pour réaffirmer la place de certains sujets dans les programmes de cycle 3 : « Ainsi, dans le projet de programmes du cycle 3 (CM1-CM2-6^e), pour l'année de 6^e, le thème obligatoire consacré à "l'Empire romain dans le monde antique" prévoit l'étude des débuts du christianisme. » Elle poursuit très fermement en disant que les précisions qu'elle donne sont bien « éloignées de présentations volontairement polémiques qui ne visent qu'à politiser un enjeu essentiel, celui de la transmission de notre histoire commune et du récit national, qui exige que le consensus le plus large soit recherché ». Les débats à chaque changement de programme témoignent d'un désarroi sur ce qu'il faut enseigner, ce qu'il faut mettre en lumière ou ne pas occulter. Et dans ces débats, journalistes, philosophes et même toute la communauté historique se sentent l'obligation d'intervenir, y compris lorsque la connaissance de l'école et de ce qui se passe dans les classes n'est pas toujours parfaitement partagée...

On l'aura compris, quand on aborde certains thèmes en classe, ou quand on décide de prendre une classe de cycle 3 (et que l'on ne choisit pas de décrocher pour cette discipline), on entre sur

un terrain sensible, où les attentes de la société sont considérables. En effet, l'enseignement de l'histoire est devenu une question très politique, voire très controversée. En trente ans, pas moins de sept modifications de programmes officiels ont eu lieu (1980, 1984, 1985, 1995, 2002, 2008 et 2016), alors qu'en un siècle, l'école primaire n'en avait connu que trois (1882, 1923, 1945). Incontestablement, ces changements successifs et récents qui touchent les programmes d'histoire accentuent encore un peu plus le sentiment peu rassurant d'un enseignement sans cesse soumis aux modifications qu'imposent le politique et parfois l'idéologie.

« ON N'APPREND PLUS L'HISTOIRE À VOS ENFANTS ! »

Il ne s'agit pas ici de faire toute l'histoire des débats sur l'enseignement de l'histoire ni même de le décrire intégralement. En revanche, il convient sans doute de dire un mot sur une des grandes controverses, proche de nous, et qui, par bien des points, pose des questions encore actuelles. On est à la fin des années 1970, alors que l'école élémentaire connaît la période dite de « l'éveil », c'est-à-dire que l'histoire, comme la géographie, les arts, les sciences, est appelée « discipline d'éveil », sans programme défini. L'histoire entre dans ces disciplines de « sciences sociales », destinées d'abord à développer l'esprit critique – loin de l'avalanche encyclopédique de connaissances qui n'avait pas eu de résultats probants (avant les années 1960). Alain Decaux, figure médiatique (grâce à une émission télévisée très célèbre et à plusieurs livres à succès) très connue de la vulgarisation des savoirs historiques, intervient dans *Le Figaro Magazine* du 20 octobre 1979, par un tonitruant : « On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! » Dans un vibrant et nostalgique éloge des instituteurs de la III^e République, il dénonce : « Il faut que chacun le sache : en France, l'enseignement de l'histoire se meurt. Délibérément on est en train de le tuer. Délibérément on a choisi de laisser nos enfants dans l'ignorance de leur passé. »

SAUVER L'HISTOIRE

Pour ceux qui étaient inquiets de la relative disparition de l'histoire à l'école élémentaire, témoignant d'un vrai désarroi chez les instituteurs et institutrices, il convenait de sauver l'histoire qu'on était, selon eux, en train de tuer.

Première mesure proposée : il fallait augmenter les horaires, réinstaurer une chronologie fiable et éviter aux jeunes Français « la solitude de leurs origines ». L'encadrement éditorial du *Figaro Magazine* est beaucoup plus virulent que l'article lui-même. Les termes de « stupeur », « cri d'alarme », « l'école liquide l'histoire », « principes fumeux » accompagnent le lancement de l'article d'Alain Decaux¹. Des expressions assez proches de celles que nous avons connues au printemps 2015 avec la proposition des programmes d'histoire des cycles 3 et 4.

Or, dans l'article de l'Académicien, le propos ne sombre pas tout à fait dans une nostalgie béate : « Certes, nous avons, nous, grandi à la rumeur de trop de batailles, de trop de personnages, de collections surabondantes de constitutions, de gouvernements. » Cet argument est encore utilisé aujourd'hui : tout le monde sait que l'on ne peut plus enseigner l'histoire comme nos grands-parents et arrière-grands-parents l'ont vécu. Pourtant, tout se passe comme s'il était très difficile de renoncer à nos héros, à nos mythes et à nos références, même désuètes et fausses historiquement.

Pour Pierre Goubert, grand historien spécialiste de Louis XIV et lui-même ancien instituteur, le temps du relèvement est nécessaire :

« La première mesure à prendre est de rétablir l'histoire, et la géographie, à l'école primaire. Et cesser, une bonne fois, de croire qu'on découvrira les Gaulois ou les corporations par l'enquête, le "dossier" ou le "texte" inopérant. Deux courtes et précises leçons par semaine ;

1. A. Decaux, « On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ! », *Le Figaro magazine*, 20 octobre 1979, pp. 97-101.